

- En Belgique, la lutte contre le trafic d'ivoire n'est plus une priorité depuis 2014.

- Les douanes se concentrent sur le trafic de drogue et l'évasion fiscale.

- Or, l'ivoire transite en partie par la Belgique et finance des groupes armés, voire terroristes, dont Boko Haram.

Bruxelles, au centre du trafic

Repères

Autrefois considéré comme un problème environnemental, le commerce illégal d'ivoire a changé de nature et de dimension. Il prend désormais des proportions considérables, transnationales, mondiales. Au Cameroun, il s'est en partie criminalisé, finance des milices rebelles ou terroristes, favorise la prolifération des armes et l'instabilité régionale. Les groupes armés ne braconnent pas seulement l'éléphant; ils interviennent également comme intermédiaires. Des filières transnationales, issues d'un braconnage de proximité, alimentent le Nigeria et la République centrafricaine. Les braconniers, les commanditaires et les multiples entremetteurs ne savent rien – ou presque – du reste du réseau mais bénéficient de la complicité de l'armée, de commerçants, de gardes forestiers, de la police, de douaniers, de représentants du système judiciaire et de membres de la classe politique camerounaise.

L'ivoire transite par l'Algérie de l'Est, la France ou la Belgique (avant d'atteindre la Chine) et approvisionne le Sahel ainsi que le Nord du Nigeria en partie occupé par Boko Haram. Or, la secte terroriste tente de percer les défenses du Cameroun, le long de sa frontière nord-ouest.

► Grâce à des bases de données sur l'identité des braconniers et des commanditaires, "La Libre Belgique" a remonté ces filières et consacre 4 jours d'enquêtes à l'ivoire de Boko Haram.
► <http://www.lalibre.be/livoiredebokoharam>

Des saisies destinées au Sablon

Aurélie Moreau
Envoyée spéciale au Cameroun

Exposées dans une galerie des douanes à l'aéroport de Zaventem, sculptures en ivoire et défenses d'éléphants témoignent d'un trafic en recrudescence. Sur la table se toisent des hankos, des pipes, des baguettes, des boucles d'oreille, des pendentifs, des bracelets, des pointes d'ivoire et des statuettes dissimulées dans des fétiches en bois.

"Bruxelles a été une plaque tournante du commerce d'ivoire entre 1989 et 1992, indique Isabelle Grégoire, attachée Cites auprès du SPF Environnement. Il est donc fréquent de trouver des objets en ivoire sur le marché belge."

En 2013, l'organisme a observé une nouvelle hausse du trafic à Zaventem et à Bierset Liège Airport (grand "hub" pour les colis TNT). De nombreuses saisies ont été réalisées dans les colis, le fret aérien ou dans les bagages de voyageurs de nationalité chinoise travaillant en Afrique. Le poids total de ces objets saisies s'élèverait entre 150 et 200 kg par an.

La lutte anti-drogue et l'évasion fiscale

Il s'agit principalement d'ivoire brut (ou semi-travaillé) en transit vers les manufactures asiatiques (87 % était destiné au Vietnam et à la Chine). Une partie devait également être envoyée au Sablon (à Bruxelles), au Liban, aux Etats-Unis, en Israël, en Australie et en Suisse.

"Avec l'ouverture d'une nouvelle ligne vers la Chine en 2010 par la compagnie Hainan Air, Zaventem est à nouveau devenu un point de transit important pour des personnes en provenance d'Afrique", reconnaît Isabelle Grégoire. Air France et Brussels Airlines as-

surent également la liaison entre les principaux aéroports du Cameroun et de l'Asie. En Belgique, 95 % des contrôles spécifiques sur l'ivoire sont réalisés à Bruxelles. Or, depuis 2014, les douanes de l'aéroport de Zaventem ont "diminué les inspections", concède Pol Meulemeire, enquêteur du GAD (Group Anti Drugs). Deux saisies ont été réalisées en 2014 (quatre, en 2015!).

"Ces recherches ne font plus partie des priorités. Toutes les équipes sont mobilisées sur le trafic de stupéfiants et l'évasion fiscale. Depuis trois ans, nous n'avons donc plus saisi d'ivoire en provenance du Cameroun mais nous savons que des quantités importantes d'ivoire en provenance de ce pays atterrissent ou transittent par la Belgique sans que nous les trouvions et même si elles transitent également par la France."

Par ailleurs, la Born Free Foundation estime que seulement 10 % du trafic mondial fait l'objet d'une saisie.

La voie maritime

L'ivoire brut braconné en Afrique ne transite pas nécessairement par l'Europe ou par voie aérienne et – jusqu'en 2010 tout du moins – la CITES répertorie moins d'une centaine de saisies par an en Belgique. La voie maritime, en revanche, est devenue le principal moyen de transport de l'Afrique vers l'Asie. "Le port de Douala est un véritable entrepôt pour toute la sous-région Afrique centrale", indique Tom Milliken, chez Trafic.

Tout comme les ports maritimes d'Afrique centrale et de l'Est (du Kenya et de Tanzanie). "L'ivoire passe dans les cargaisons issues de l'industrie minière et forestière. C'est pour cette raison que dès qu'une compagnie chinoise est implantée, elle est liée de près ou de loin au trafic", indique Gilles Etoga, du WWF Cameroun. L'arrivée massive des Chinois sur les gros chantiers corres-

pond à une augmentation significative du trafic d'ivoire au Cameroun. Ces deux événements sont liés."

Depuis Douala, les défenses sont envoyées à Taiwan (via le cap de Bonne-Espérance) – dans des cargaisons de charbon, de pierre, d'ail, de noix, d'équipements ménagers, dans des troncs d'arbre – non seulement pour alimenter le marché chinois mais également philippin. D'autres filières écoulent également l'ivoire illégal en Asie, sous le couvert de faux certificats CITES. "Il y a plein de Chinois à Ngaoundéré, au nord. Et encore plus dans la capitale. Leurs containers ne sont jamais contrôlés", indique un garde-chasse.



DES BIJOUX POUR BRUXELLES
Saisie illégale d'ivoire effectuée en février 2016 à Zaventem et destinée au Sablon.

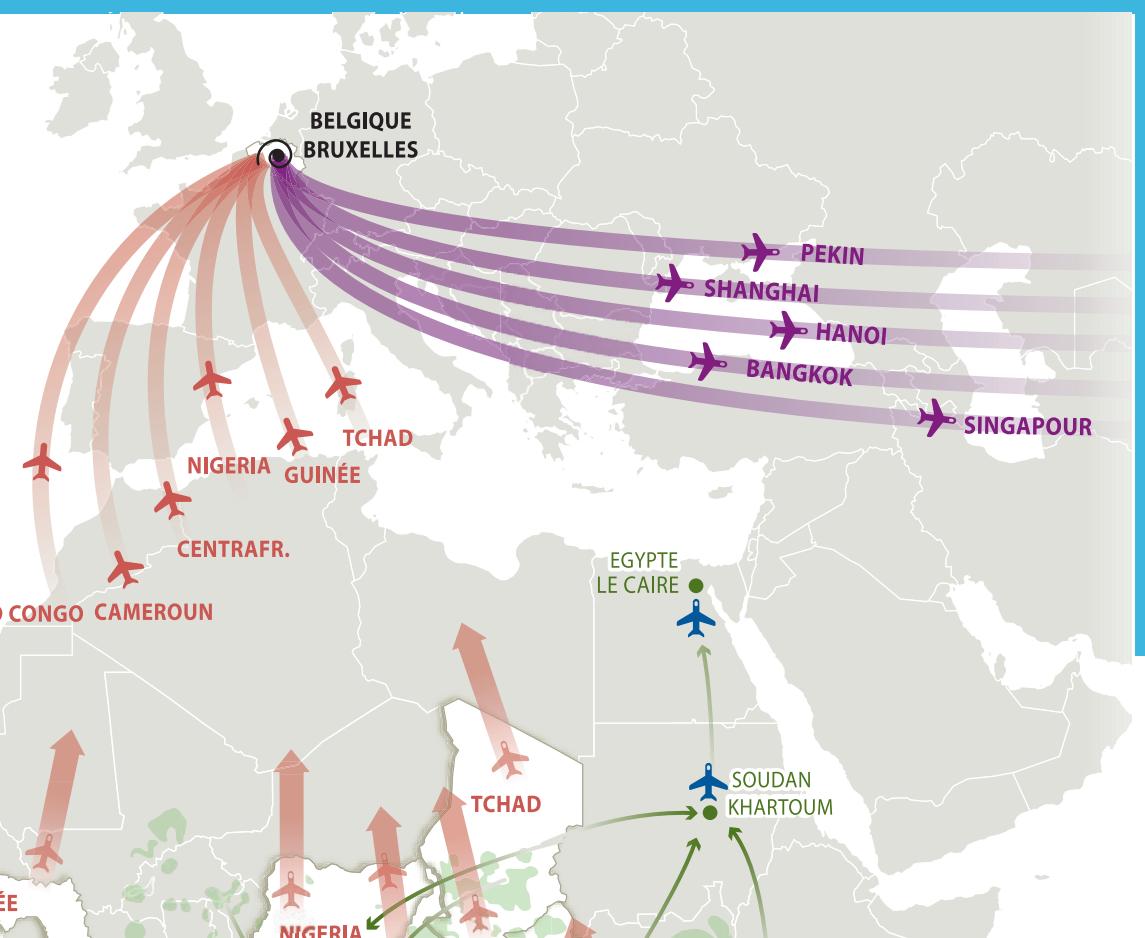
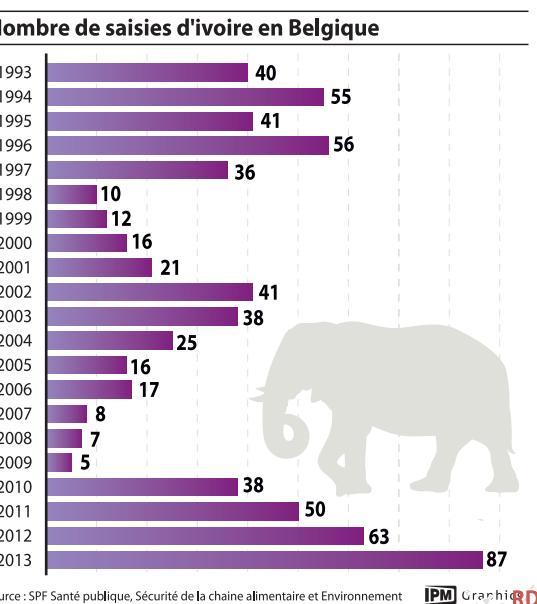
Épinglé

Dysfonctionnements

Les destructions de tonnes d'ivoire auxquelles procède la Belgique sont souvent spectaculaires. Elles resteront toutefois inutiles tant que la Belgique ne suspend pas la délivrance de certificat CITES de réexportation d'ivoire brut (à l'image de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne).

Récemment, elle s'apprêtait même à écouter sur le marché international des défenses d'ivoire importées de France, malgré une interdiction d'exportation prise par le ministère français de l'Écologie – et immédiatement applicable. Pour contourner la décision de la France, Cannes Enchères (spécialisé dans la vente d'ivoire depuis la Côte d'Azur) avait pris contact avec l'officine belge "Art on the move".

La demi-tonne d'ivoire brute devait être transférée en Belgique sous couvert de certificat intra-communautaire, autorisé par la France (!), puis exportée vers la Chine grâce à des permis d'exportation délivrés par les autorités belges. Un plan d'action doit être discuté au niveau européen en juin mais il ne réglera pas la problématique des certificats intracommunautaires.



Au Cameroun, l'éléphant pourrait bientôt disparaître

En seulement dix ans, le nombre (connu) d'éléphants braconnés en Afrique a doublé. Depuis l'existence de bases de données sur le commerce illégal d'ivoire, les quantités d'ivoire saisies n'ont jamais été aussi importantes qu'au cours des quatre dernières années. "Il est probable que les éléphants d'Afrique, dont les effectifs ont récemment été évalués à 500 000, soient désormais en déclin sur tout le continent", indique un rapport du ministère français de l'Ecologie.

Le taux de braconnage (7,4 %) est désormais supérieur au taux de renouvellement de l'espèce (5 à 6 %). "Si la tendance se poursuit, l'animal disparaîtra de plusieurs pays d'ici dix ans." Le nord de l'Afrique centrale a perdu 76 % de ses éléphants en l'espace de vingt ans. Au Cameroun, la population était estimée à 27 600 individus en 1997. Elle a chuté à 17 250 têtes en 2002, puis à 15 400 en 2006. A présent, le pays présidé par Paul Biya ne possède plus que 4 500 pachydermes (1 500 de savane, 3 000 de forêt). Et il s'agit d'une estimation particulièrement optimiste.

La demande chinoise dope le braconnage

La contrebande d'espèces sauvages est devenue l'une des activités criminelles les plus lucratives au monde, après la drogue, la fausse monnaie et la traite des êtres humains. Liée aux dépenses de consommation des ménages en Chine, la proportion d'éléphants tués de manière illégale se traduit par une augmentation constante du prix de l'ivoire.

Évalué à 150 dollars en 2002, le kilo s'écoule désormais pour la modique somme de 3 000 dollars sur le marché asiatique. Or un pachyderme peut pourvoir dix kilos d'ivoire (soit 30 000 dollars). Les éléphants d'Afrique auraient par conséquent rapporté plus de trois milliards de dollars entre 2011 et 2013.

100
KILOS

A l'échelle mondiale, le trafic a doublé depuis 2007. Il a triplé depuis 1998. Signe de l'implication croissante de réseaux criminels organisés, les saisies d'ivoire supérieures à 100 kg n'ont cessé de progresser : elles ont été multipliées par trois depuis 2006.

Fonds pour le journalisme

Infrastructures

La Chine s'implante durablement au Cameroun

La Chine, qui bénéficie d'avantages douaniers et fiscaux considérables au Cameroun, est déjà implantée dans le pays grâce à la construction de nombreuses infrastructures : le palais des sports de Yaoundé, trois barrages hydroélectriques en construction, le port en eau profonde de Kribi, des voies urbaines modernes, 1 500 logements sociaux, le canal du Mfoundi, une implantation de la fibre optique sur 3 200 km et la réalisation imminente de l'autoroute Yaoundé-Douala. La coopération sino-camerounaise a également permis la construction du barrage hydroélectrique de Lagdo près de Garoua dans le Nord, de l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Ngousso à Yaoundé, ainsi que les hôpitaux de Mbalmayo et de Guider. En 1997, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays était de cent millions de dollars américains. En 2010, ce chiffre a été porté à un milliard de dollars.



L'équipe d'éco-gardes du Parc national de Boumba Bek s'introduit sur la piste centrale pour pénétrer dans la forêt. Le parc n'est accessible qu'à pied après plusieurs kilomètres de piste. Six hommes, une femme et un fusil. Le vieux MAS 36 ne fait pas le poids face aux armes de guerre utilisées par les braconniers. Il faut savoir que le fusil n'est pas chargé.

LAB : police antbraconnage

Reportage Mélanie Wenger/Cosmos

Ils sont neuf, ils sont sous-armés, sous-payés et protègent les 2 382 km² du Parc national de Boumba Bek, à l'est du Cameroun, contre des bracon-

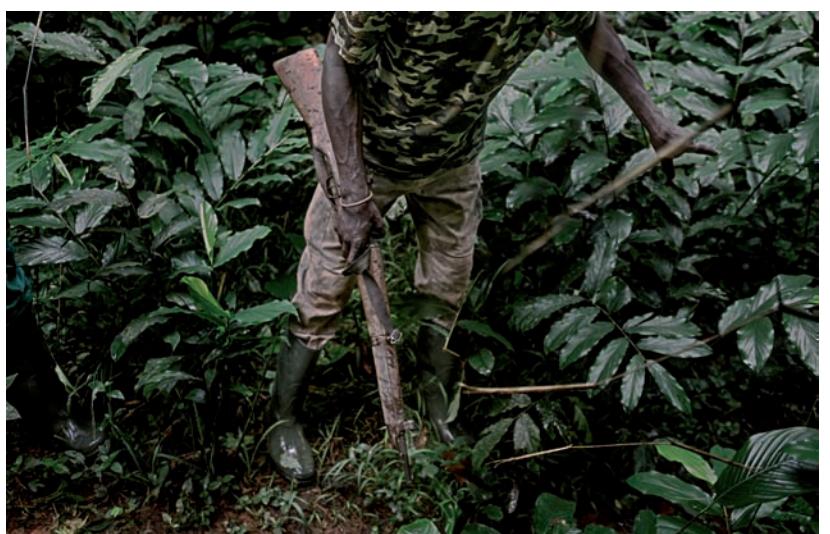
niers qui chassent l'éléphant à l'arme de guerre. Dix jours de mission, à pied, dans la forêt dense et la boue en saison des pluies, de campements en



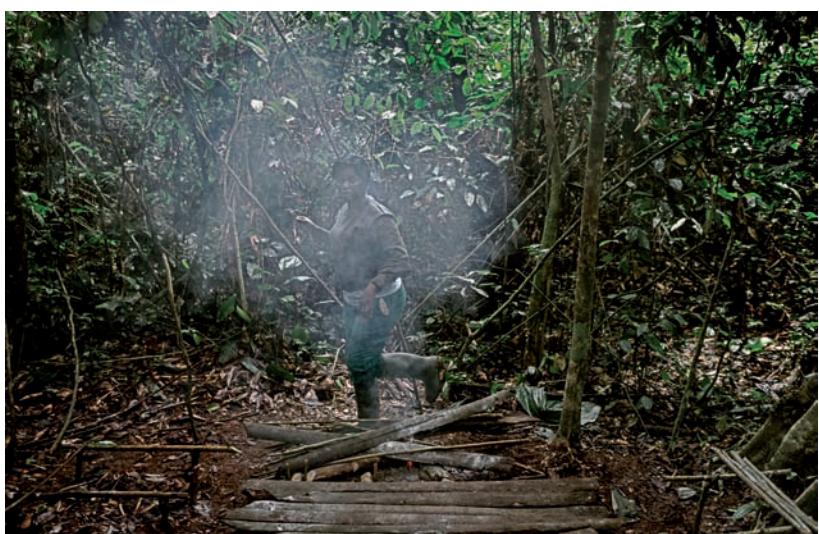
La nuit tombée, le camp monté, René, responsable logistique du WWF, et Jean-Paul, chef d'unité de la LAB, reprennent les données GPS qui localisent les traces repérées durant la journée. La mission de dix jours permet de traquer les braconniers mais aussi de répertorier les animaux.

campements. Ils scrutent, observent et répertorient les traces humaines et restes de leur passage. Nous avons suivi la traque de ces policiers de la

forêt, ces éco-gardes qui luttent contre la grande machine du trafic d'ivoire. Nous vous en parlons mardi, dans le troisième chapitre de notre série.



Parfait suit en silence des traces de pas depuis la piste centrale qui s'enfoncent dans la forêt. Elles indiquent qu'une équipe de braconniers se dirigent vers l'intérieur du parc.



L'unité de Lutte antbraconnage (LAB), en suivant les traces, découvre un camp de braconniers. Le feu encore fumant indique qu'ils sont partis il y a moins d'une heure. Gaëlle détruit le camp.



Jean-Paul observe les salines de Pondo. Selon les traces, au moins une mère et son éléphanteau sont venus gratter le sel au petit matin. L'équipe espère repérer les braconniers avant qu'ils tuent un éléphant.



Dans la clairière de Pondo, l'équipe a retrouvé une carcasse d'éléphant, elle porte encore la trace de la balle mortelle, l'ivoire a été retiré pour être vendu, et la viande donnée aux locaux.

- Le braconnage pratiqué par les groupes terroristes est particulièrement médiatisé.

- Toutefois, le braconnage de proximité, issu des filières locales, est plus répandu et alimente également Boko Haram.

- Ces filières impliquent des officiels camerounais corrompus.

Parfois, les grumiers qui passent en forêt transportent illégalement l'ivoire vers Bertoua.

Sur les routes de l'ivoire



EN FORÊT
Pointes d'ivoire saisies par les éco-gardes de Lobéké.

Fonds pour le journalisme



A suivre sur notre site
<http://dossiers.lalibre.be/livoiredebokoharam>

Profession : traquante

En apparence, le quartier de la briqueterie à Yaoundé rappelle à ses habitants – commerçants pour la plupart – leurs origines nordistes. De part et d'autres des ruelles, les bicoques de planches et les échoppes de bric et de broc se font concurrence. Les émanations de carburant se mêlent aux effluves des brochettes de foie. Le concert de klaxon s'interrompt au rythme des appels à la prière; le soleil est aveuglant; la chaleur, accablante.

Dans une petite boutique de quatre mètres carrés, un artisan tapissier de Garoua – Herman – troque de l'ivoire en échange de quelques billets de banque. « Ca fait un moment que je n'avais pas vu de blanc, indique le vieil homme – 60 ans, compte-t-il. Tous mes clients sont des brûdes maintenant. »

En contrebas, son comptoir dissimule une trouée. Elle débouche sur une petite fabrique, discrète mais bien équipée : étau d'établi, four électrique, lingotière, fraises, graveurs.

A l'abri des regards, il taille le bois, modèle le fer et l'aluminium, orne d'or, grave et serti des bijoux. « L'ivoire, c'est dangereux, je ne le fais pas ici mais au quartier. » En l'occurrence, à Mvog Mbé.

– « Je me charge rarement de la livrai-

son », poursuit le commerçant. D'habitude, les Chinois viennent, payent et partent avec la marchandise. Ils ne restent pas longtemps. Ils ne disent jamais rien, ils aiment quand ça va vite. Ils sont très méfiants. Puis, ils utilisent leur propre circuit avec leur société là. »

– « Les entreprises d'import/export ?
– « Oui, c'est ça. Mais pour vous, je peux assurer le transport jusque Paris. »

Son prix, hors frais « d'exportation » ? 300 000 FCFA le kilo, soit 450 euros (contre 50 000 FCFA à Moloudou, soit 72 euros). Sa garantie ? « Les pilotes », d'Air France, notamment.

La Libre commande dix statuettes et une rampe d'escalier pour un hôtel bruxellois ainsi que douze pointes d'ivoire pour un client nigérien. « Ça prendra du temps (trois semaines, NdlR.) car ce n'est plus aussi facile qu'avant », reprend Herman qui tiendra promesse. Il présentera plusieurs « échantillons » – des figurines.

A quelques pas, au marché central, près du collège Tsinga, se vendent – et se présentent – encore des boucles d'oreille. Mais la méfiance des artisans à l'égard des « blancs », journalistes ou représentants d'ONG pour la plupart, s'est renforcée.

Au.M.

Un parc exceptionnellement riche réduit à l'état de zone de guerre

Aurélie Moreau
Envoyée spéciale au Cameroun

Situé dans la province de l'Extrême-Nord, entre la frontière nigériane et tchadienne, le parc national de Waza est particulièrement exposé au braconnage pratiqué par les bandes armées. Réserve de biosphère reconnue par l'Unesco depuis 1979, Waza jouissait d'une faune naturelle, exceptionnellement riche et constituait l'un des principaux atouts touristiques du Cameroun.

En raison de la progression de Boko Haram, le parc est désormais « assiégié par la secte qui y réalise de multiples incursions », reconnaît André Ndjjida, le conservateur. « Boko Haram vivait principalement des kidnappings et des rançons. À présent, il n'en a plus la possibilité. L'ivoire est donc devenu une nouvelle source de revenus. »

En 2015, plusieurs lions ont été abattus par les terroristes qui attribuent à l'animal des vertus d'invisibilité. « La chair et les organes du félin sont consommés au cours de pratiques mystico-religieuses », poursuit le conservateur. « Toutes les informations relatives au mode opératoire de Boko Haram sont devenues hautement confidentielles. » Il est par ailleurs impossible de se rendre dans

l'Extrême-Nord dont les accès sont verrouillés par le Bataillon d'intervention rapide (le Bir, les forces spéciales camerounaises).

Sympathie et collaboration forcée
Selon le Bir, la quantité d'ivoire récupérée par le mouvement terroriste au Cameroun est encore limitée mais la région est traversée par d'autres groupes armés, reliés à Boko Haram et dont le braconnage est devenu la spécialité. « On sait désormais que, dans la zone sahélienne, la secte entretient des liens plus ou moins étroits avec Al-Shabaab et les Janjawid. Ces derniers ne traversent pas la région sans payer un tribut, en ivoire notamment, aux combattants de Boko Haram. »

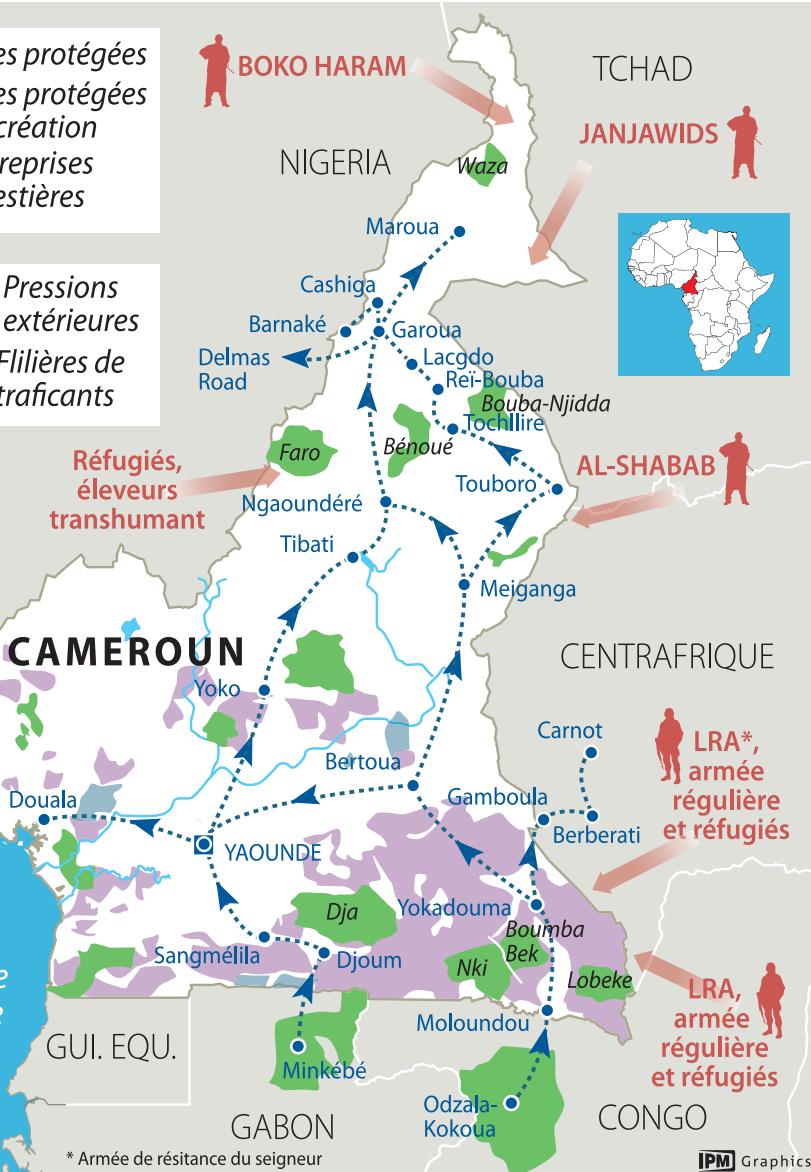
« Nous savons que la secte se rend très souvent dans le parc, reprend le conservateur de Waza. Nous y réalisons encore des patrouilles mais les éléphants se déplacent en fonction des saisons. Il est donc difficile de savoir si les éléphants sont actuellement concernés. Nous savons également qu'il existe des convertis camerounais qui habitent plusieurs villages autour du parc. L'un d'entre eux est notamment réputé pour pratiquer le braconnage de pachydermes. Ils appartiennent à l'ethnie

des Kanouris et entretiennent des liens familiaux avec la ville de Ndiguina et l'état de Borno, le fief de boko haram. »

Connivences islamistes

Des chefs locaux camerounais contribuent également à l'effort de guerre auprès des membres de Boko Haram. Production d'armes et de matériel, procréation de faux documents d'identité, soins médicaux... « Cette contribution forcée ou complice peut aussi prendre la forme d'ivoire issu du braconnage local », explique un colonel du Bir.

« Nous savons que la secte se rend très souvent dans le parc, reprend le conservateur de Waza. Nous y réalisons encore des patrouilles mais les éléphants se déplacent en fonction des saisons. Il est donc difficile de savoir si les éléphants sont actuellement concernés. Nous savons également qu'il existe des convertis camerounais qui habitent plusieurs villages autour du parc. L'un d'entre eux est notamment réputé pour pratiquer le braconnage de pachydermes. Ils appartiennent à l'ethnie



Repères

De l'ivoire contre des armes

Trafic. En Somalie, Al-Shabaab (groupe terroriste islamiste d'idéologie salafiste) rémunère ses recrues et se procure des armes grâce au trafic d'ivoire. En République centrafricaine (RCA), l'ex-seleka (forces rebelles opposées au président François Bozizé) a abattu une vingtaine d'éléphants en mai 2013. Au Sud-Soudan, durant la guerre civile, le braconnage a permis de fournir des armes, de nourrir les rebelles ainsi que l'armée régulière. La situation en Ouganda et en RDC est assez similaire et implique l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) qui a tué plus de 100 000 personnes en Afrique centrale ces vingt-cinq dernières années. La LRA a également enlevé 100 000 enfants (pour la guerre et l'esclavagisme sexuel) et provoqué le déplacement de 2,5 millions de personnes.

Les filières locales alimentent également le nord du Nigeria et Boko Haram

■ Les trafiquants utilisent le flux commercial pour transporter et dissimuler l'ivoire jusqu'au Nigeria.

S' il demeure spectaculaire, le braconnage pratiqué par les milices et/ou rebelles islamistes démeure toutefois intermittent et dissimule d'importantes filières transnationales, liées au braconnage de proximité. Complexes et protéiformes, elles impliquent de nombreux intermédiaires et de multiples complicités. Moins médiatisés, ces réseaux n'en sont pas moins répandus. Principalement dominés par des Camerounais et le crime organisé, ils expédient et convoient également l'ivoire jusqu'au nord du Nigeria et Boko Haram.

Les braconniers, les commanditaires et les multiples entrepreneurs ne savent rien – ou presque – du reste du réseau. Ils bénéficient de la connivence de l'armée, de commerçants, de gardes forestiers, de la police, de douaniers, de représentants du système judiciaire et de membres de la classe politique camerounaise. Sous la menace et/ou arrosés de pots-de-vin, certains d'entre eux organisent des expéditions, le transport de l'ivoire, libèrent des détenus ou ferment simplement les yeux.

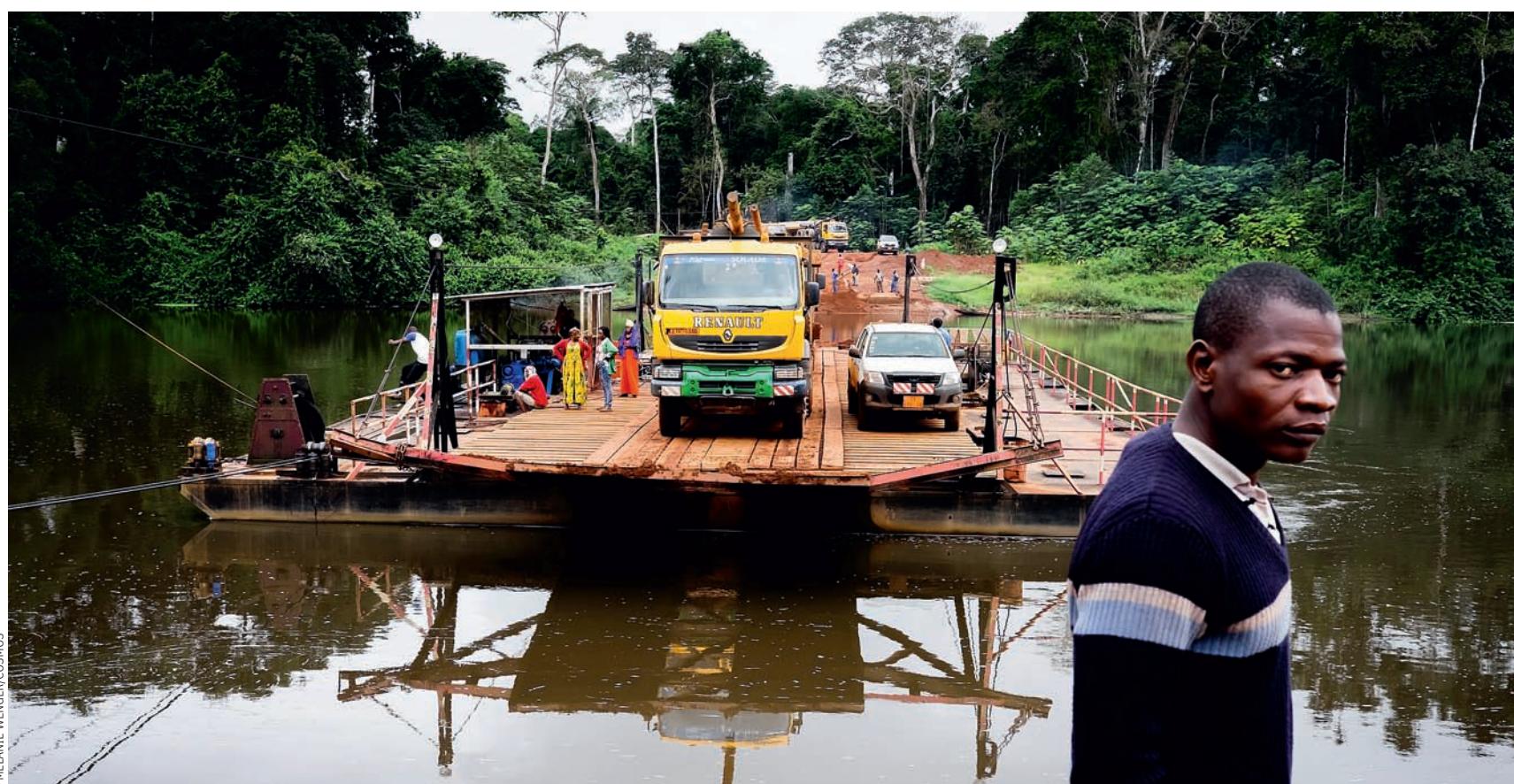
La filière Est: Moloundou, hub local du trafic d'ivoire

La province de l'Est abrite des parcs et des réserves particulièrement riches (Nki, Boumba Bek, Lobeke). Certains d'entre eux appartiennent à la zone Tridom,

855

KILOMÈTRES

Relient le hub local de Moloundou à la capitale, Yaoundé.



Le bac qui transporte les grumiers depuis la forêt vers la principale route de l'ivoire reliant Moloundou (est du Cameroun) à Bertoua.

un complexe transfrontalier d'environ 150000 km², composé notamment d'une vaste interzone comprenant des exploitations forestières, minières et agro-industrielles.

L'ensemble est situé à cheval sur les frontières du Cameroun, du Congo et du Gabon. Cette écorégion de forêt dense et humide de l'ouest du bassin du Congo représente une grande partie du milieu tropical sauvage de l'Afrique centrale, la deuxième étendue de forêt tropicale humide du monde.

Au cœur du Tridom, la petite ville de Moloundou constitue un carrefour commercial entre la Centrafrique, le Congo et le Gabon. Cette agglomération d'environ 15 000 habitants, située au Cameroun le long de la frontière congolaise, est particulièrement difficile d'accès. Les 855 kilomètres reliant la capitale à l'arrondissement sont en partie bitumés mais au-delà de Bertoua,

ne s'offrent que des pistes difficilement praticables en saison des pluies.

"Nous avons très peu d'activités à Moloundou", indique Eric Kaba Tah, de l'ONG Laga. La distance pour atteindre la ville est très longue et si on doit procéder à des arrestations, on doit ramener nous-mêmes les prisonniers jusqu'à Yokadouma pour engager des poursuites. [...] Je ne peux même pas vous dire combien ça coûte de faire venir des prisonniers depuis là-bas car nous ne l'avons jamais fait".

Une hydre à 50 têtes

L'ONG intervient davantage à l'ouest de Moloundou (Djoum), qui joue le même rôle de hub local dans la province du Sud du Cameroun. Les défenses d'éléphants provenant de la réserve du Dja et du Gabon y

sont stockées avant d'être envoyées à Yaoundé et Douala (via Sangmélima et Mbalmayo).

L'ivoire issu du sud et de l'est du pays – de Djoum et de Moloundou – est principalement destiné au marché domestique et chinois. Toutefois, contrairement à Djoum, l'ivoire stocké à Moloundou n'est pas seulement envoyé à Douala (via Yokadouma et Bertoua) mais au nord – à Ngaoundéré et Garoua (via Meiganga ou l'axe Yoko-Tibati) – ainsi que vers la Centrafricaine, par la route menant à Berberati et Carnot, ou par le fleuve Sangha vers Nola ou Gamboula.

"Une fois que l'ivoire atterrit au nord du pays, à Ngaoundéré ou Garoua, vers la zone sahélienne, il peut aller n'importe où, y compris au Tchad ou au Nigeria", indique Gilles Etoga. L'axe Moloundou – Yokadouma – Ngaoundéré permet la circulation de nombreux produits de contrebande vers le Sahel. Les différents rapports Etis (le système d'information du commerce de l'éléphant de la Cites) indiquent par ailleurs que le Nigeria et le Cameroun demeurent activement connectés compte tenu des mouvements transfrontaliers entre les deux pays.

Or la filière nordiste – qui transporte l'ivoire du sud et de l'est vers le nord de l'Afrique centrale – utilise principalement le flux commercial pour transporter et dissimuler la marchandise. Ces réseaux sont par ailleurs dominés par des commerçants issus du nord du pays. L'ivoire transite de briqueterie en briqueterie (nom donné aux quartiers nordistes au sein des différentes localités camerounaises), dans des cargaisons de cacao.

"Ce n'est toutefois pas systématique", indique Eric Kaba Tah, de l'ONG Laga. Les trafiquants sont des opportunistes. Tous les moyens sont bons. Nous avons récemment arrêté un militaire payé par les trafiquants pour acheminer l'ivoire jusqu'à Yaoundé. Or il faut savoir que cette techni-

que est particulièrement prisée car les militaires se laissent rarement fouiller".

D'autre part, plusieurs gardes de chasse sportive au nord du pays reconnaissent se faire livrer des munitions illégalement via la Camrail (transport ferroviaire de passagers et de marchandises). "Nous avons droit à un nombre limité de balles. Comment voulez-vous que je travaille avec ce nombre de munitions?"

Le réseau ferroviaire constitue l'une des principales voies reliant le Nord (Ngaoundéré), en proie aux attaques de Boko Haram, au centre du pays (Yaoundé). Les voyageurs ainsi que les marchandises sont par conséquent particulièrement surveillés. Toutefois, ces contrôles ne sont pas systématiques. La société de construction franco-camerounaise DTP Dragage, par exemple, n'est pas soumise aux contrôles d'usage, en gare de Ngaoundéré.

– "Oui mais, lui, c'est une connaissance", répond l'inspecteur.

– "Ah! Alors, si c'est une connaissance..."

Au M.

À savoir

De l'ivoire au Nigeria

Indices. En 2015, de l'ivoire suspecté d'appartenir à Boko Haram a été retrouvé à Kano, au Nigeria. Aucun test ADN n'a été réalisé pour identifier la provenance des pointes mais Rolf Dieter Sprung, directeur du WWF Cameroun, nourrit de "fortes suspicions quant à l'implication de la secte terroriste dans le trafic d'ivoire au Cameroun".

"Par le passé, nous avons réalisé des tests ADN, souligne Eric Kaba Tah, de Laga (ONG spécialisée dans l'application de la loi). Mais le ministère des Forêts et de la Faune n'a pas été coopératif. En revanche, on sait que l'ivoire est déjà remonté jusqu'en Egypte et, qu'au temps de Kadhafi, celui-ci arrivait en Libye. Ces routes semblent par ailleurs toujours opérationnelles".

Il est également établi que Boko Haram utilise le Cameroun comme base arrière. Le groupe opère également dans le parc national de Yankari, dernier refuge pour les éléphants sauvages du Nigeria.

INSCRIPTION GRATUITE

Votre Réseau Social Financier

FINORK.com

Anticipez les mouvements boursiers
(détectio automatique des figures de chandeliers japonais, des signaux Ichimoku, Turtle Soup+1, détection des GAP, DMI, ADL, Aroon, Finork, ...)

Recevez les news des sociétés en temps réel

Un module inédit de graphiques interactifs

Des interviews de dirigeants d'entreprise

L'agenda des sociétés, un forum, des analyses, ...

Téléchargement des cours de bourse

Visitez notre site <http://www.finork.com>

Premiers artistes confirmés !

MICHEL POLNAREFF ♫ PASCAL OBISPO
KENDJI GIRAC ♫ ZAZIE ♫ LOUANE ♫ PUGGY ♫ GHINZU
ALICE ON THE ROOF ♫ SUAREZ ♫ COEUR DE PIRATE
JALI ♫ HYPHEN HYPHEN ♫ MACHIAVEL ...
ET L'ORCHESTRE ROYAL DE CHAMBRE DE WALLONIE

TICKETS WWW.FRANCOFOLIES.BE

#francosdespa

Spa. Internationale

D'music

Redsun

REGIO LEU

l'avenir.net

TV5MONDE

VLAN La quinzaine

La Libre

Télépro

Jupiler

Martini

Jost Group

Coca-Cola

SABAM Culture

ACCESS+

Unilever

Agel

FEDERHOT

SOBELVIN

WIN FOR LIFE Wallonie

Wallonia.be COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU TOURISME

LA PREMIÈRE SOYEZ CURIEUX

REGIO LEU

unicef

JCD decaux

TEC Solidarts

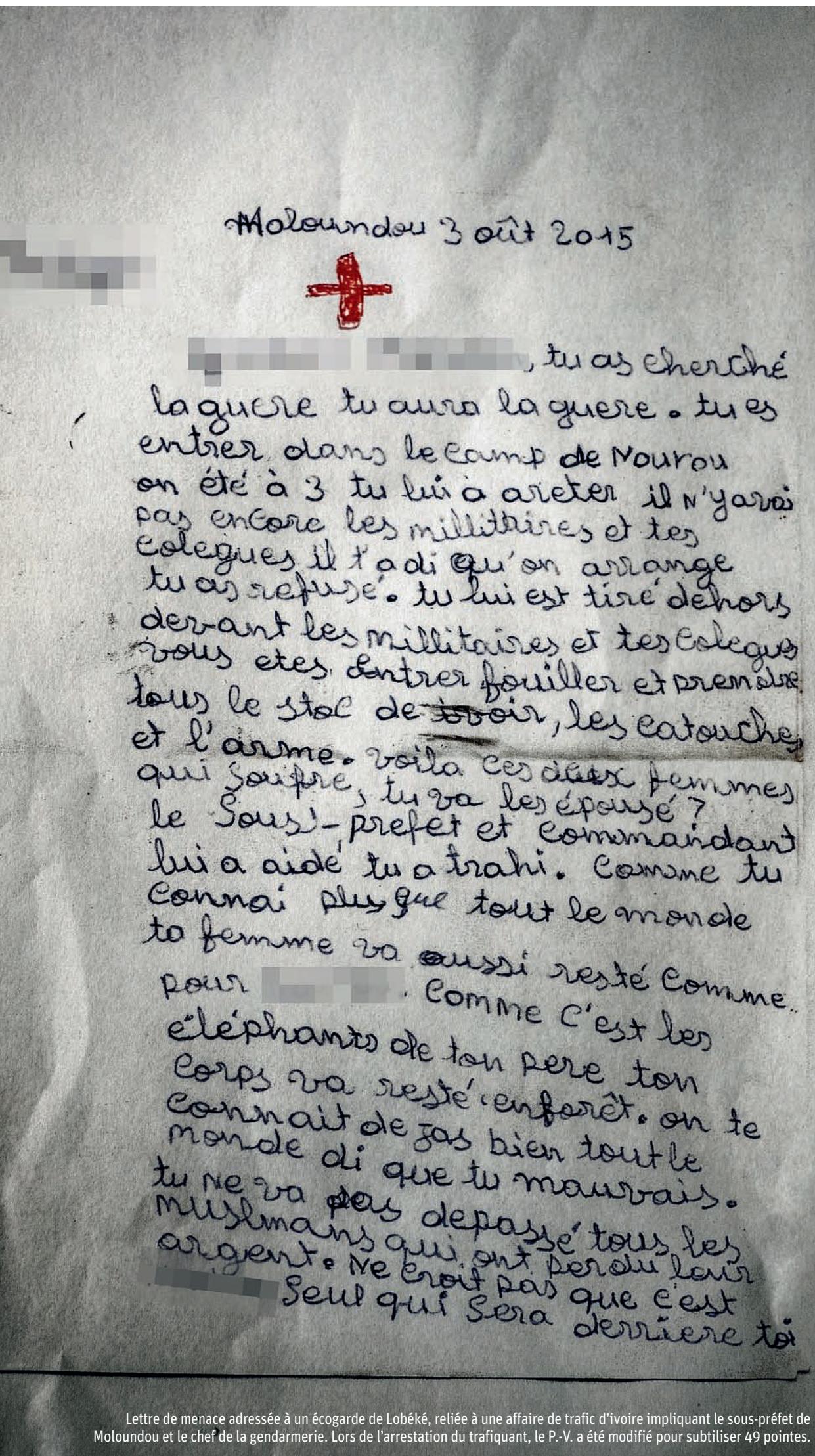
Unilever

Leclerc

Provinces de Liège

Fédération Wallonie Bruxelles

Bruxelles International



Lettre de menace adressée à un écogarde de Lobéké, reliée à une affaire de trafic d'ivoire impliquant le sous-préfet de Moloundou et le chef de la gendarmerie. Lors de l'arrestation du braqueur, le P.-V. a été modifié pour substituer 49 pointes.

MÉLANIE MENGERIC/SOS

- Dans l'Est, certains Bakas sont recrutés par les braqueurs pour chasser l'éléphant et... par les écogardes pour pister les braqueurs !

- Sous le feu d'AK-47, les écogardes sont équipés d'une MAS 36, rabibochée avec du ruban adhésif.

Les Bakas, entre deux feux

Le long des pistes forestières, perdus, entre tradition et modernité

Aurélie Moreau
Envoyée spéciale au Cameroun

Ils errent du matin au soir le long des pistes forestières, ivres de whisky frelaté vendu en sachets. Semi-sédentarisés, les Bakas occupent des constructions en dur mais pénètrent en forêt – de mongoulou en mongoulou (gourbis de branches tressées recouverts de feuilles de bananier et de fougères) – quelques semaines par an, au rythme des saisons de chasse, de pêche et de cueillette.

Exploités par les autres communautés – bantous notamment – ainsi que par l'industrie forestière pour cultiver le cacao, couper du bois, laver les tenues des écogardes ou vendre des beignets de haricots, les Bakas étaient autrefois considérés comme les derniers chasseurs-cueilleurs d'Afrique. « Soumis à de nombreux changements sociaux, ces descendants des Pygmées ont été chassés de leurs terres pour soutenir l'industrie du bois », indique Michael Hurran, responsable de campagne chez Survival International (ONG qui milite pour les droits des peuples indigènes). Faute de papiers d'identité, ils n'ont pas accès à l'éducation, la santé, le travail, la justice ».

Citoyens de seconde zone, perdus quelque part entre la tradition et la

modernité, bouleversés par les changements climatiques, privés de terres et de chasse plusieurs mois par an (voire toute l'année pour certaines espèces), les Bakas travaillent à la mission en échange de bistouille, de tabac, de sel.

Des connaissances ancestrales

Dans le village de Mambélé, Blaise et Gabriel ne connaissent pas leur âge ; seulement la forêt. Ils pistent des hocheurs, des gorilles, des chimpanzés et des bongos. Ils conçoivent la forêt comme une réserve médicinale dotée d'un esprit, maîtrisent de nombreuses espèces de plantes : enduisent leur visage de « ligali » ou recouvrent leurs voûtes plantaires de « badegme ». Ils recueillent les écorces : le « moudanga » contre le paludisme, le « mgimba » comme épice.

Ils identifient un animal à la morsure d'un fruit, reproduisent le cri d'animaux en détresse, datent – à l'heure près – un feu d'après sa chaleur et son allure. Ils arpentent des dizaines de kilomètres par jour – parfois à jeun, souvent éméchés – à travers les racines, les branches et les feuilles mortes embusquées sous des patinoires de boue.

« La chasse, pour eux, c'est culturel », explique Herbert Ekodeck, assistant technique à la Conservation au WWF-Cameroun. Ils ont leur propre système de gestion

des forêts. Il est ancestral et a longtemps contribué à l'épanouissement de la faune et de la flore dans la région. Ils ne tuaient jamais de femelles ou de petits par exemple et favorisaient la pérennisation des espèces ».

Une expertise recherchée

Précariés mais dotés de connaissances exceptionnelles, certains Bakas sont recrutés par des intermédiaires chargés d'organiser l'expédition pour un ou plusieurs commanditaire(s) resté(s) en ville. La chasse peut durer deux jours – comme un mois – et implique généralement quatre personnes : un pisteur, un porteur, un tireur et un contrôleur. « Les Bakas ne touchent jamais à l'ivoire ou à la viande », insiste Messe Venant, de l'association de défense des Bakas, Okani. Ils ne tirent pas. C'est le contrôleur qui récolte l'ivoire. Ils n'ont même plus le temps de récolter la viande comme avant ».

Les Bantous, par ailleurs aussi désœuvrés que les Bakas, participent également aux expéditions et agissent parfois comme intermédiaire entre la communauté et les commanditaires.

D'après des bases de données confi-

dentielles que « La Libre » a pu consulter, la majorité des baillers sont des « hommes en tenue », des chefs traditionnels, ainsi que des préfets et des sous-préfets. En août de cette année, lors d'une saisie réalisée par les agents du Minfor à Moloundou, 49 pointes d'ivoire ont été détournees par le sous-préfet de l'arrondissement. Au mépris des procédures, l'homme aurait conservé les 53 pointes d'ivoire dans sa résidence privée. Il n'a rendu que quatre défenses au Minfor.

Un responsable de la gendarmerie et un membre du Bataillon d'infanterie mobile (Bim) impliqués ont été arrêtés mais « le sous-préfet ne peut pas être démis de ses fonctions comme les autres », indique Herbert Ekodeck. « C'est pourquoi on les arrête de moins en moins. On ne les amène plus au parquet car ils n'ont pas de carte d'identité. Ils ne parlent même pas le français ! Ils ne savent ni lire ni écrire. C'est comme s'ils avaient peur du papier et du Bic. Comment ils vont signer ? Il existe une convention signée avec le ministère des Affaires sociales pour protéger les Bakas mais les criminels en col blanc en profitent pour braconner. C'est pourquoi on préfère arrêter les commanditaires ».

« Il y a aussi des patrouilleurs corrompus. Il ne faut pas se voiler la face, reconnaît Herbert Ekodeck. Ils gagnent, au mieux, 100 dollars (90 euros) par mois. Ils vivent en brousse, loin de leur famille, pour des missions de plusieurs mois et des patrouilles de plusieurs jours en forêt. Il faut avoir un mental d'acier pour vivre ici. Ils risquent leur vie tous les jours ».

Défier la mort

Les équipes du WWF et du Minfor saisissent de plus en plus d'AK-47. Or, au Cameroun, les armes de guerre sont interdites. « Auparavant, les braqueurs utilisaient des MAS 36, du calibre 12 ou du 458. Toutefois, une seule balle coûtait 10 000 FCFA (15 euros), indique Gilles Etoga, du WWF-Cameroun. Avec une AK-47, très utilisée dans la région depuis les troubles survenus au Congo et en République centrafricaine, ils paient 10 000 FCFA pour un chargeur et tirent en rafale ».

Contrairement à la version officielle,

pour 90 euros par mois

les écogardes ne bénéficient pas toujours de la protection du Bataillon d'infanterie motorisé (le Bim). Or – à Boumba Bek et Lobéké – ils effectuent plus de 30 patrouilles d'une dizaine de jours par an, équipés d'une paire de bottes en caoutchouc, d'une MAS 36 raccordée avec du ruban adhésif et d'un calibre 12 sans cartouches.

Emboités jusqu'aux genoux, ils vivent sous tentes. Pour être consommée, l'eau de la rivière est mélangée à l'eau de Javel ; les porteurs se contentent les rations de riz, de spaghetti, de pain, de sardines, de plantain. « Quand on ar-

rete un braqueur, il faut voir la logistique », explique l'écogarde, Gaëlle. On doit se le trimballer pendant toute l'opération, le nourrir, le faire sortir du parc, ce qui prend deux jours et le transporter jusqu'à Ngato où nous avons une cellule de mise en garde à vue pour lancer la procédure ».

Une justice en panne

En théorie, toute personne impliquée dans le trafic d'ivoire au Cameroun risque 3 à 10 ans d'emprisonnement et 300 000 à 3 millions de FCFA d'amende (450 à 4 500 euros). Les arrestations sont de plus en plus fréquentes mais elles mènent rarement à une condamnation. De janvier à décembre 2014, sur les quatorze braqueurs arrêtés dans le parc national de Nki, six cas seulement ont été portés en justice.

L'année précédente, sur les 18 cas nationaux portés en justice, 17 ont été libérés sous caution et neuf décisions seulement ont été rendues. Les condamnations sont souvent incohérentes : 12 mois de prison pour deux pointes d'ivoire contre quatre mois pour 39 pointes. Enfin, les peines sont rarement exécutées. Le WWF a en effet répertorié de

nombreux cas « d'évasion ». « Nous avons eu des problèmes avec l'ancien procureur de Yokadouma, reconnaît Herbert Ekodeck. Mais on s'est finalement rendu compte que le problème venait du régisseur qui a été muté. De nombreux représentants de la justice reçoivent toutefois des pots-de-vin pour faire libérer les braqueurs condamnés. D'autres reçoivent de nombreuses menaces du réseau. Ils reçoivent aussi des coups de fil de Yaoundé. On a arrêté deux greffiers récemment. Ils étaient en possession d'ivoire marqué comme 'saisi' qui provenait des greffes de Bertoua. Ils se rendaient dans la capitale ».

Prolifération des armes et esca lade de la violence



Traditionnellement, les Bakas chassaient l'éléphant à l'arbalète. L'animal, lié à l'esprit de la forêt, reste par ailleurs tabou.

>>
A suivre sur
<http://dossiers.lalibre.be/livoireddebokoharam>

Fonds pour
le journalisme

A Mambélé, dans l'Est du Cameroun,
la communauté vit en vase clos.
Pour le meilleur et pour le pire.

La base de vie des équipes de lutte anti-brac-
onnage – composée d'éco-gardes (fonctionnaires du MinFof) et de représentants du WWF – sont particulièrement reculées. Leurs villages sont des carrefours rarement alimentés en électricité ou approvisionnés en pain, en essence et en eau courante – ou potable. Bakas, bantous (et toutes les autres ethnies) ainsi que les trafiquants d'armes, les braconniers, les éco-gardes et les agents du WWF y vivent en vase clos. « Nous sommes devenus un membre à part entière de la communauté », soutient Herbert Ekodeck du WWF Cameroun. Quand une personne est malade, on la conduit à l'hôpital. Nous sommes en effet les seuls à avoir un véhicule adapté pour les pistes ici. »

Reçus à l'orée des forêts, les Bakas participent également aux patrouilles organisées par les équipes de lutte anti-brac-
onnage. « Ce sont des pisteurs hors pair, explique Herbert Ekodeck. Personne d'autre ne connaît mieux la forêt qu'eux. Je suis éco-garde depuis plus de 12 ans et je ne connais même pas la moitié des clairières. Eux, si. Ils savent tout de la forêt. On ne peut tout simplement pas se passer d'eux et en même temps, on sait que certains d'entre eux sont aussi recrutés par des trafiquants et qu'ils surveillent nos mouvements. »

La plupart des informateurs du WWF sont par ailleurs des braconniers, trompés par les commanditaires. « Nous avons une base de données retenant tous les présumés braconniers ainsi que les commanditaires. On y retrouve leur nom, leur village. Cette liste est basée sur des informateurs que nous rémunérons. Nous recoupions systématiquement ces informations en suivant notamment la personne ou en menant une enquête de voisinage, etc. C'est sur cette base que nous apprenons le plus souvent quand une nouvelle expédition sera organisée. »

néralement réservée aux entreprises multinationales. « L'implication des Bakas dans le 'grand braconnage' est très peu documentée, soutient Michael Hurran. Je ne prétends pas que ça n'existe pas mais il n'y a aucune étude fiable à ce sujet. »

Plusieurs anti-brac-
onniers belges travaillant au Cameroun confirment par ailleurs les rapports de l'ONG. « Moi, j'ai vu le Bir abattre des Bakas sans défense en forêt. On devait les payer pour qu'il leur laisse la vie sauve. »

La conservation et les droits de l'homme

« Ces cas de torture nous ont été rapportés et je pense qu'il faut dire que c'est vrai, reconnaît Rolf Dieter Sprung, directeur du WWF Cameroun. Nous avons des enquêtes en cours. Mais ce n'est pas parce que c'est arrivé qu'il faut remettre en question le bien-fondé de la lutte anti-brac-
onnage. Si le WWF n'était pas présent, l'éléphant aurait déjà disparu depuis longtemps. Il est clair qu'il y a un travail à faire et on va le faire. Tout n'est pas noir ou blanc. Nous avons menacé le ministère des Forêts et de la Faune de suspendre notre soutien si ces pratiques ne cessaient pas. Nous avons également organisé des formations aux droits de l'homme. C'est une question de réputation internationale. »

Depuis plusieurs mois, le Bim (Bataillon d'infanterie motorisé) remplace le Bir auprès des éco-gardes. Mobilisées à l'Extrême-Nord Cameroun pour lutter contre Boko Haram, les forces spéciales ne disposent plus que d'un département administratif à Yokadouma. « Depuis que le Bir est parti, ça s'est calmé », insiste Tutu Samson. Soupçonné dans une affaire de braconnage d'éléphants à Mambélé, Tutu et son frère cadet, Adrien (décédé d'un accident de tir à la calibre 12 en forêt), ont également été victimes d'une mise à tabac.

Néanmoins, en 2015, Survival International a enregistré de nouveaux cas de torture à Assouminde (dont le chef traditionnel est soupçonné d'être un im-



Saisies d'armes réalisées à Lobéké. Les AK47 ne sont pas conservées par le MinFof mais par le ministère de la Défense.

Santé

“La malvoyance, il faut la vivre pour la comprendre”

La Ligue Braille a lancé lundi sa nouvelle campagne sur le thème « La malvoyance, il faut la vivre pour la comprendre ». La campagne veut offrir à un large public la possibilité de voir avec les yeux d'un malvoyant. Spots télévisés, affiches dans les transports en commun et vidéos en ligne simulant diverses pathologies visuelles seront diffusés jusqu'au 22 mars. Mardi de 13h à 14h, des abribus situés place Stéphanie à Bruxelles seront équipés de « filtres » qui affectent la vision de la même manière qu'une pathologie existante. Infos : www.semaineliguebraille.be

Santé

Un site web sur la santé féminine

Gyn&co est le nom du nouveau site web (www.gynandco.be) consacré à la santé féminine, qui a été lancé lundi par la société pharmaceutique liégeoise Mithra. A travers des articles, vidéos, illustrations ou glossaires, la plateforme, alimentée par des médecins spécialistes, entend répondre à toutes les questions que se posent les femmes, à chaque étape de leur vie (adolescence, menstruations, contraception, grossesse, ménopause...). « Son seul objectif est de se positionner comme un partenaire en santé féminine, tant auprès des patientes que des professionnels », note Julie Dessart, l'initiatrice du projet. (Belga)

Environnement

Contre le glyphosate, une pétition de 180 000 signatures

Plusieurs organisations de défense de l'environnement ont remis lundi à Bruxelles une pétition à la Commission européenne, contre le renouvellement de l'approbation du glyphosate. Le Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale se penche sur la législation en matière de produits phytopharmaceutiques lundi et mardi. La pétition, forte de plus de 180 000 signatures de citoyens, appelle les autorités européennes à bannir le glyphosate, principal composant du Roundup.

portant commanditaire). « Il y a des gens, comme le chef d'Assouminde, qui instrumentalisent les droits de l'homme pour mettre un terme à la lutte anti-brac-
onnage, insiste Herbert Ekodeck. Mais ce n'est pas une solution pour les Bakas. La pression exercée par l'exploitation forestière est tellement forte qu'ils se feraient écraser. La solution, c'est de travailler ensemble et de casser ce lien entre la communauté et les commanditaires. On a souvent pensé que ça passait par l'amélioration de leurs conditions de vie mais là aussi, rien n'est simple. »

Peu adaptés, les projets mis en place par les différen-

11^{ème} édition du Prix belge de l'Energie et de l'Environnement

Depuis 2006, ce concours national a mis en lumière plus de 2.000 Belges qui, à titre individuel ou via leur organisme, contribuent à la construction d'un avenir durable.

Participez gratuitement et remportez un des Awards 2016

Des entreprises et institutions leaders dans les domaines de l'environnement et de l'énergie remettront les 8 trophées le 2 juin 2016, dans le cadre d'un prestigieux événement sur le site de Tour & Taxis.

Clôture d'envoi des dossiers : le 24 mars 2016

Chacun peut agir !

L'ivoire provient aussi des hippopotames

Aurélie Moreau
Envoyée spéciale au Cameroun

Au Nord et à l'Extrême-Nord du pays, le mode opératoire des réseaux de braconnage de proximité est plus ou moins similaire mais l'environnement et les acteurs sont différents. Le braconnage est moins important, quand il n'est pas le fait de bandes armées.

“Désormais, on considère qu'il n'existe plus que 600 éléphants à l'Extrême-Nord, et 200 à 300 éléphants au Nord”, indique Paul Scholte, coordinateur de programme gestion durable des forêts dans le bassin du Congo à la coopération allemande. Il y a quelques années, ils étaient encore 1200 à l'Extrême-Nord et 600 à 700 au Nord. Ils n'ont pas nécessairement été braconnés. Ils ont aussi migré vers des régions où la pression est moins forte, vers le Tchad ou vers l'Ouest.”



A suivre sur
<http://dossiers.lalibre.be/livoiredebokoharam>

Une situation complexe

Par ailleurs, le trafic d'ivoire au Nord du Cameroun ne concerne pas seulement les défenses d'éléphants mais également les incisives d'hippopotames. En l'espace de 15 ans, la population d'hippopotames a diminué de moitié. Il ne resterait plus que 188 mammifères à La Benoué.

Dans ces deux régions, il n'existe aucun inventaire faunistique récent. Un comptage aérien et terrestre a été réalisé par le WCS mais les résultats se font attendre. Selon plusieurs sources concordantes, le parc national de Bouba Ndjia aurait ainsi perdu tous ses éléphants. “A cause du massacre en 2013 par les Janjawids, tout le monde veut investir à Bouba Ndjia. On tente de sauver un mort alors qu'il y a deux autres mourants dans la zone: La Benoué et le Faro”, explique Jean Paul Kevin Mbamba Mbamba, le conservateur du parc de La Benoué.

Le Nord du Cameroun : zone de non-droit

• Les filières, moins connues qu'au Sud et à l'Est du pays, bénéficient des mêmes complicités.

• Les acteurs sont toutefois différents.

• Plusieurs braconniers interrogés évoquent Boko Haram comme destinataire.

Aucune filière n'a jamais été démantelée. Les PV de saisie ? Envolés. Les interpellés ? “Substitués”

L'interdiction d'importation de trophées de chasse dans l'Union européenne en provenance du Cameroun a eu un effet inattendu sur la lutte anti-braconnage. En effet, les aires protégées sont entourées de zones de chasse sportive pour empêcher les villageois, les orpailleurs et les bergers d'entrer. “Disons que j'avais le droit de tirer trois éléphants par an”, développe Patrick Leparc, garde-chasse indépendant. Ces trois éléphants me rapportaient grosso modo 50 000 dollars. Sur ces 50 000 dollars je consacrais 15 000 dollars à la lutte anti-braconnage grâce à 12 anti-braconniers. Des braconniers, sur mes terres, c'est à moi de les chasser. Avant, un éléphant blessé, c'était donc mon problème. Mais depuis l'interdiction, plus personne ne vient chasser l'éléphant. Donc, ces 15 000 dollars, je ne les investis plus dans la lutte anti-

ti-braconnage. Résultat, plus personne ne fait écran entre les aires protégées et les braconniers. On était les derniers défenseurs des pachydermes. C'est paradoxalement correct mais c'est comme ça. C'est pas très bien vu pour les associations comme le WWF de bosser avec des gens comme nous mais je ne laisse pas trois ans aux éléphants du Cameroun pour disparaître si les gardes-chasses s'en vont.”

Une partie de la taxe d'abattage (1 500 dollars par éléphant) était également redistribuée aux villageois installés autour des aires protégées. Dans les faits, l'argent a souvent

été détourné mais il s'agissait toutefois d'un moyen de pression considérable sur les lamidos (chefs traditionnels) et le braconnage de proximité.

Un désert d'initiatives

Si les acteurs sont connus, les filières le sont beaucoup moins qu'au Sud et à l'Est du pays. La région ne bénéficie d'aucune attention, aucune base de données ne permet d'identifier les braconniers – ou les commanditaires – et les PV de saisies sont tout simplement inexistantes. Envolés. Les arrestations sont rares; les condamnations encore plus. “Les cas de substitutions sont notre plus grand problème”, indique un anti-braconnier. “Nous devons faire des photos de chaque interpellé et les joindre à notre déclaration, avec récépissé que nous devons acheter au prix que décide l'interlocuteur pour nous assurer que ce sont bien ces personnes qui seront déférées, puis jugées. Quelques hères acceptent pour une misère de se faire condamner en première instance, puis de se faire libérer en appel. Nous devons toujours payer 5 000 CFA par jour et par homme pour leur subsistance aux gendarmes qui les prennent en charge. Si les condamnés sont incarcérés, nous négocions alors la durée de leur détention avec la prison et les autorités judiciaires auxquelles nous payons des pots-de-vin mensuellement pour que le concerné soit encore détenu sinon, il prend le large illico.”

UN ANTI-BRACONNIER

Aucune filière n'a jamais été démantelée. Les arrestations sont rares; les con-

damnations encore plus. “Les cas de substitutions sont notre plus grand problème”, indique un anti-braconnier. “Nous devons faire des photos de chaque interpellé et les joindre à notre déclaration, avec récépissé que nous devons acheter au prix que décide l'interlocuteur pour nous assurer que ce sont bien ces personnes qui seront déférées, puis jugées. Quelques hères acceptent pour une misère de se faire condamner en première instance, puis de se faire libérer en appel. Nous devons toujours payer 5 000 CFA par jour et par homme pour leur subsistance aux gendarmes qui les prennent en charge. Si les condamnés sont incarcérés, nous négocions alors la durée de leur détention avec la prison et les autorités judiciaires auxquelles nous payons des pots-de-vin mensuellement pour que le concerné soit encore détenu sinon, il prend le large illico.”

L'ivoire traverse facilement les frontières

Seuls les renseignements – obtenus auprès des villageois – ont permis aux acteurs de terrain de repérer les routes empruntées par les trafiquants pour rejoindre le Nord du Nigeria. Plusieurs guides de chasse ont également interrogé les braconniers “à l'écart”. “Ils parlent de Boko Haram en tant que destinataire. Il est difficile pour nous de vérifier cette information mais je l'entends du Sud à l'Extrême-Nord du pays.”

Ousmanou Moussa, le conservateur du parc national de Bouba Ndjia, a

identifié “l'axe Demsa-Gashiga et ensuite la route commerciale vers Barnaké. Mais Ngaoundéré reste la plaque tournante”. Le village de Touboro (impliqué dans le braconnage) bénéficie également d'un axe privilégié vers le Nigeria (via Tcholliré, Rei-Bouba, et Lagdo). Ces pistes sont notamment utilisées par Boko Haram pour la contrebande d'éthanol et de Tramadol entre le Nigeria, le Tchad et la Centrafrique. Antalgique puissant qui, trafiqué et à forte dose, donne une impression de surpuissance, le Tramadol a été utilisé pour stimuler les enfants soldats et les milices libyennes. “Le Faro, quant à lui, est situé à seulement quelques kilomètres de la frontière nigériane.”

A l'image du Sud et de l'Est du pays, l'ivoire est dissimulé dans de multiples cargaisons. Il n'est pas exclu que l'ivoire circule également grâce aux bergers transhumants, installés de part et d'autre de la frontière. Munis de plusieurs cartes d'identité (nigériane, tchadienne, camerounaise), ils traversent facilement les trois pays. Enfin, des troupes de chasse issus du Cameroun ont récemment été blanchis au Nigeria grâce à de faux certificats Cites.

Manque de moyens

En poste depuis fin 2013, Jean Paul Kevin Mbamba Mbamba (conservateur de la Benoué) n'a jamais saisi une seule pointe d'ivoire – là où les équipes de Lobéké (à l'Est) et le WWF ont confisqué 66 défenses d'éléphants en un an. Les moyens sont désirs mais “les budgets ne sont pas le seul problème”, nuance Roger Foto, du WCS. “Le budget national consacré à la lutte anti-braconnage a considérablement augmenté ces 5 dernières

années. Le problème se situe davantage au niveau de la façon dont ces budgets sont dépensés. Il y a des fonctionnaires du ministère des Forêts et de la Faune comme les éco-gardes dont on n'a pas de nouvelles pendant six mois. Et pourtant, ils continuent à toucher leur salaire. Le ministère possède même deux ULM pour survoler les zones de braconnage... ils n'ont jamais quitté le sol.”

Sur les 34 éco-gardes de La Benoué, 15 seulement étaient sur le terrain en août 2015.

Au.M.

Fonds pour le journalisme

Achat d'armes et de munitions

Patrick Leparc, garde-chasse indépendant, a surpris un braconnier armé d'un calibre 375 sur ses terres. Au lieu d'être jugé auprès d'un tribunal militaire^(*), celui-ci a été déféré devant un tribunal civil. “Dans son dossier, on avait inscrit qu'il était en possession d'un calibre 3.75 au lieu d'un 375”, poursuit Patrick Leparc.

“La plupart du temps, les armes les plus importantes ne sont pas parmi les pièces à conviction, reprend un anti-braconnier. Elles sont remises en circulation. J'en ai déjà saisi une, à trois reprises. J'ai donc procédé à sa destruction par un tir (à la ficelle) avec obturation du canon et cela m'a valu une garde à vue de 24 heures

pour ‘destruction de preuve’. Tout cela sans aucun document, bien évidemment.”

La filière “achat d'armes et de munitions” pour la chasse à l'éléphant est simple : “des Camerounais prennent lange avec des gens du voyage de nationalité française”, indique l'anti-braconnier, car ceux-ci sont fréquemment détenteurs d'un permis de chasse facile à obtenir en France. Les armes et les munitions sont alors expédiées par bateau (ordinairement dans les longerons de gros véhicules d'occasion). La conservation des armes par “les gens du voyage” ne saurait être contrôlée “car il est admis qu'ils aient une boîte aux lettres

dans les communes pour tout domicile.”

Libres comme l'air

Grâce à plusieurs caméras, Patrick Leparc a également filmé des braconniers sur ses terres au cours de leur expédition. Ces derniers, parfaitement identifiables, vivent dans le village de Mbé. “J'ai fourni la vidéo aux autorités. C'était en 2013 et ils courrent toujours.”

La vidéo est disponible sur le site Internet de l'enquête.

Au.M.

→ (*) Au Cameroun, les armes de calibre supérieur à 300 sont considérées comme des armes de guerre.

Bakas: pisteurs d'éléphants

Reportage Mélanie Wenger/Cosmos

Hier "La Libre Belgique" consacrait son troisième chapitre aux Bakas, à l'Est du Cameroun. Aujourd'hui, elle vous propose de partir en pistage avec eux, en images et aux abords du Parc national de Boumba Bek. Doués d'une connaissance ancestrale de la forêt, les Bakas chassent l'éléphant depuis des milliers d'années. Exploités, certains de ces derniers chasseurs-cueilleurs sont devenus des hommes de main de la forêt, à la solde du premier qui leur offrira du whisky. Pisteurs d'éléphants pour des braconniers armés – ou pisteurs de braconniers pour les missions des éco-gardes –, ils se retrouvent malgré eux en première ligne d'un système qui les utilise. Nous les avons suivis en forêt en saison des pluies, sur leurs terres millénaires, à la recherche de traces, de nourriture, d'herbes médicinales et d'animaux interdits à la chasse.

Avant de partir à la chasse, toute la famille, ivre de whisky, danse et chante pour convoquer l'esprit de la forêt, Jengi, représenté de manière physique par l'éléphant.



En pleine traque dans la forêt, Gabriel tombe sur une piste de chasse sportive non utilisée en saison des pluies. Il a repéré plusieurs traces de gorilles et d'éléphants datant de ce matin. La seconde phase, après l'observation, c'est l'écoute.

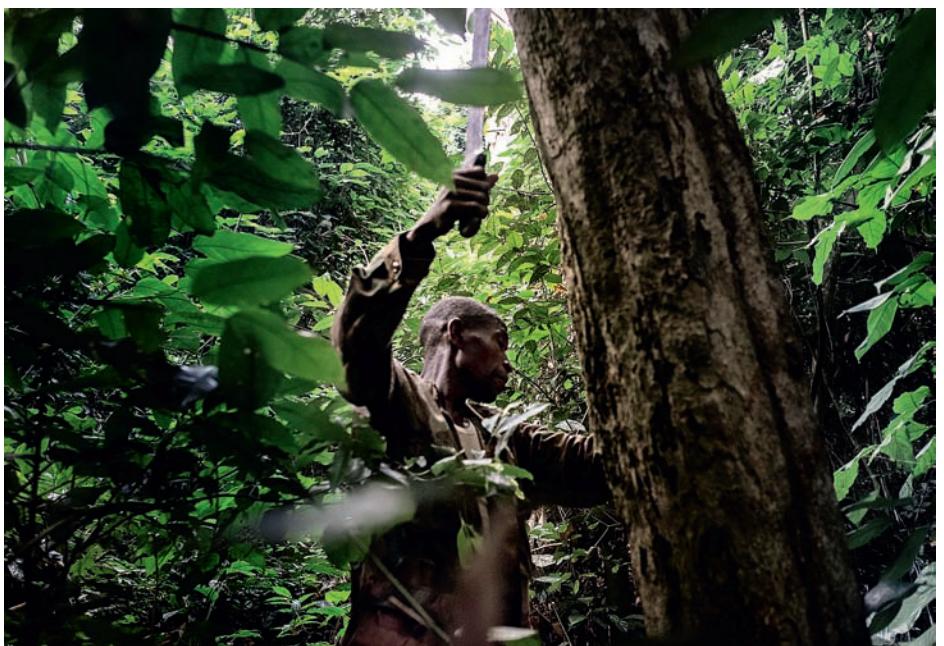
Les Bakas sont des chasseurs-cueilleurs. Dans la forêt aux alentours de Mambélé, Gabriel extrait des écorces d'arbres pour se prémunir contre le paludisme.



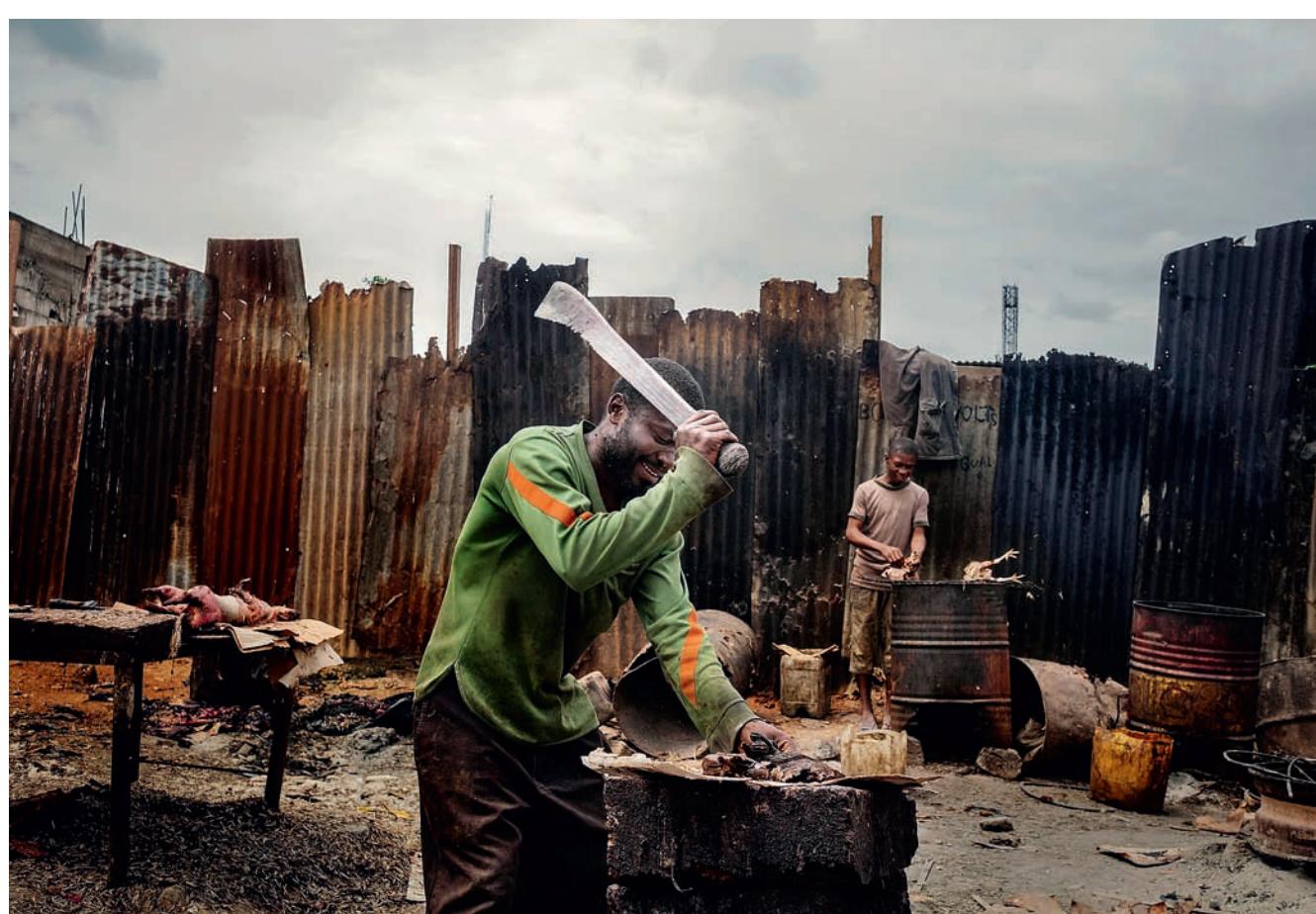
A l'entrée de la forêt équatoriale de l'Est du Cameroun dans la zone du Tridom. Nous entrons en terres Baka, non loin de la frontière avec le Congo.



Avant de partir à la chasse, toute la famille, ivre de whisky, danse et chante pour convoquer l'esprit de la forêt, Jengi, représenté de manière physique par l'éléphant.



Blaise chasse à l'arbalète traditionnelle, fabriquée par un anonyme du village de Mambélé. Les flèches, confectionnées à la main, sont imprégnées d'un poison naturel qui tue la proie.



C'est dans un grand marché de Yaoundé, la capitale, qu'il est possible de trouver la viande de brousse chassée en forêt. Interdite à la vente, Kairo la propose au client, la cuite au chalumeau, à peine discrètement.